



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-47

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 32  
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

### VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

**Présents** : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjointes au Maire  
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés** : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir à Nathalie RIBEMONT)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

### Objet :

**DEMANDE DE SUBVENTION A LA FEDERATION FRANCAISE DE TENNIS DANS LE CADRE DU SOUTIEN AUX PROJETS VISANT A AMELIORER LES INSTALLATIONS SPORTIVES**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le cadre de son dispositif de subventions la Fédération Française de Tennis a décidé de mettre en place une enveloppe de 10,4 millions d'euros pour l'amélioration des installations sportives des clubs et infrastructures.

Le Conseil municipal a adopté dans son budget 2025 une ligne budgétaire de travaux d'investissements à hauteur de 350 000 euros qui comporte notamment des travaux de réhabilitation.

Dans le cadre du remplacement d'une des deux bulles de tennis située 11 boulevard du Nord, les montants d'investissements et de travaux peuvent être prise en charge puisqu'un des axes de subventionnement est la couverture de structures existantes ou neuves.

Document de répartition en préfecture  
09319930062420250707-2025-06-47-DE  
Date de télétransmission : 07/07/2025  
Date de réception préfecture : 07/07/2025

L'ensemble des travaux pouvant être pris en charge est estimé à 250 000 euros HT.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention dans le cadre du soutien aux projets visant à améliorer les installations sportives, développée par la Fédération Française de Tennis pour l'année 2025.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Budget communal,

**CONSIDERANT** l'avis de la commission Vie municipale en date du 18 juin 2025,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter une subvention à la Fédération Française de Tennis dans le cadre de la mise en place d'une bulle de tennis pour l'année 2025.

**ARTICLE 2 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document produit à cet effet.

**ARTICLE 3 : DE DIRE** que les dépenses afférentes aux travaux à réaliser seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget Communal et que la recette sera constatée à ce même Budget.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**

The image shows a blue ink signature of Jean-Michel Genestier. The signature is written over a circular official stamp of the 'MAIRIE DU RAINCY'. The stamp features a coat of arms in the center and the text 'MAIRIE DU RAINCY' at the top and 'RAINCY - SEINE-SAINT-DENIS' at the bottom. The signature is a fluid, cursive script.

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture  
N° 246300621, 2025-06-17, 15h02  
Date de réception préfecture : 07/07/2025